

**Discours de Maurice Leroy**  
**Ancien ministre,**  
**Député de Loir-et-Cher**  
**Président du Conseil général**

**Session extraordinaire**  
**Vendredi 10 janvier 2014**

Mesdames et Messieurs les Maires et Maires adjoints,

Chers Amis,

Merci d'être venus aussi nombreux aujourd'hui pour défendre le Loir-et-Cher et nos territoires ruraux, contre **une loi historique**.

Certes, pas du point de vue de la gloire et du progrès mais certainement **du point de vue de celui qui voudra**, dans quelques décennies, **dater avec une loi-symbole la mort de la ruralité française c'est à dire de la France elle-même qui y puisait, Braudel dixit, son identité multiséculaire**.

Singulière ruse de l'histoire, remarquable **clin d'œil hégélien qui aura vu le parti socialiste, apôtre jadis du progrès, être aujourd'hui le fossoyeur de l'avenir de nos territoires**.

Sur la forme : **jamais un redécoupage n'aura autant méprisé la démocratie locale**.

Il est rare qu'un gouvernement entreprenne une refonte générale de la carte électorale française.

Nous avons eu le précédent, sur le plan des circonscriptions législatives, de 1986 lorsque Charles Pasqua procéda à un redécoupage général dans le gouvernement de Jacques CHIRAC.

Celui-ci fut l'objet d'une validation législative, pas celui de Manuel Valls du gouvernement de Jean-Marc AYRAULT !

Le découpage de 1986 fut contrôlé par une commission nationale indépendante composée de magistrats dont près de 90% des avis furent suivis, pas celui de Manuel Valls.

Le découpage de 1986 permit de multiples alternances démocratiques, nous verrons ce que permettra celui de M. Valls ; mais nous savons ce qu'il veut tenter d'empêcher.

Pire encore **le gouvernement socialiste redécoupe la carte de tous les cantons de France sans consulter les communes et les élus locaux.**

Je rappelle que chaque fois qu'un canton a été redessiné dans le passé, quel que soit le gouvernement, tous les conseils municipaux avaient été consultés.

Ici une vague consultation limitée aux parlementaires pour tenter, vainement, de masquer **des ciseaux tenus directement par les fédérations du P.S!** C'est la triste réalité anti-démocratique de ce découpage, véritable charcutage-tripatouillage !

Avec une méthode aussi grossière, **ce gouvernement a manqué une occasion unique :**

**faire de ce grand toilettage des cantons, l'aube d'une grande politique d'aménagement du territoire éclairée par une vaste et complète concertation démocratique.**

**Au lieu de partir** des dynamismes des territoires, **des réalités des intercommunalités construites avec patience**, volonté et abnégation par nos élus locaux,

au lieu de préparer par les forces du présent les chances de l'avenir, **au lieu de concevoir cette grande réforme territoriale dont la France a besoin, ce gouvernement taille avec une logique politicienne et partisane dans la chair de nos territoires**, il brade la ruralité.

Ce gouvernement, dans **un tour de passe-passe, fait même disparaître les chefs lieux de cantons transformés en bureaux centralisateurs !**

Pour cacher une telle misère politicienne, il fallait **masquer le mauvais coup par des idéaux au- dessus de tout soupçon**, il fallait agiter deux grands principes : **la parité et l'égalité démographique.**

**La première est une juste et belle cause mais il est indigne de l'utiliser à des fins aussi sordides.**

La seconde est une juste et belle cause mais limitée à elle-même, comme au cœur de la révolution française, elle peut conduire à tous les abus et les justifier plus encore.

La France,

elle est faite d'hommes et de territoires, et c'est du mariage du cœur des hommes et du cœur de la terre que naît l'âme de la France. Cette dignité française là échappe, certes et évidemment, à nos tripatouilleurs mais pas aux français qui pourront répondre dans les urnes à cette indignité.

**Voilà pourquoi face à ce déni de démocratie, dans la forme et dans le fond, face à ce péril terrible pour nos territoires ruraux, je me bats et me battrai avec tous ceux qui sont attachés à notre Loir-et-Cher, pour combattre une réforme dangereuse pour la République, mortelle pour la ruralité et paralysante pour notre avenir.**